Nations Unies A/74/931–S/2020/599

Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr. générale
26 juin 2020
Français
Original : russe

Assemblée générale
Soixante-quatorzième session
Point 131 de l'ordre du jour
Soixante-quinzième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale

Conseil de sécurité
Soixante-quinzième année

Lettre datée du 24 juin 2020, adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un article du Président de la Fédération de Russie, V. Poutine, intitulé « Le soixante-quinzième anniversaire de la Grande Victoire : notre responsabilité face à l'histoire et à l'avenir » (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 131 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

(*Signé*) V. **Nebenzia**

20-08490 (F) 290720 300720

Merci de recycler

Lettre datée du 24 juin 2020 adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le soixante-quinzième anniversaire de la Grande Victoire : notre responsabilité face à l'histoire et à l'avenir

19 juin 2020

Soixante-quinze années se sont écoulées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dans ce laps de temps, plusieurs générations se sont succédé et la carte politique du monde s'est transformée. L'Union soviétique, qui a remporté une victoire magistrale et spectaculaire sur le nazisme et a sauvé l'humanité, n'existe plus. Les événements eux-mêmes de cette guerre ne sont plus qu'un lointain souvenir, y compris pour ceux qui y ont participé. Alors pourquoi le 9 mai est-il un jour de fête aussi important en Russie et pourquoi le 22 juin, la vie se fige-t-elle et les gens ont-ils la gorge serrée ?

On dit communément que la guerre a laissé une empreinte profonde dans l'histoire de chaque famille. Derrière ces mots, on trouve le destin de millions de personnes, des souffrances et la douleur de la perte, mais aussi la fierté, la vérité et la mémoire.

Pour mes parents, la guerre fut synonyme de terribles souffrances, celles causées par le blocus de Leningrad, durant lequel mon frère Vitia mourut à l'âge de deux ans et auquel ma mère survécut par miracle. Mon père, qui était soldat de réserve, se porta volontaire pour défendre sa ville natale et s'enrôla aux côtés de millions de citoyens soviétiques. Combattant de la tête de pont « Nevskiy Piatatchok », il fut gravement blessé. Au fur et à mesure que ces années s'éloignent, grandit en moi le besoin de bavarder avec mes parents pour connaître les détails de leur vie durant la guerre. Mais le temps des questions est déjà révolu et c'est pourquoi je chéris les conversations que j'ai eues avec mon père et ma mère sur le sujet et garde dans mon cœur leur émotion contenue.

Il est important pour moi et ceux de ma génération que nos enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants comprennent les épreuves et tourments que leurs ascendants ont endurés. Comment et pourquoi ont-ils tenu le coup et vaincu ? Où ont-ils puisé cette force d'âme véritablement inébranlable qui a étonné et émerveillé le monde ? Bien sûr, ils ont protégé leurs foyers, leurs enfants, leurs proches et leurs familles, mais ce qui les unissait tous, c'était l'amour de la terre natale et de la patrie. Ce sentiment profond, éminemment personnel, caractérise pleinement notre peuple dans son essence même et a été déterminant dans la lutte héroïque et sacrificielle qu'il a menée contre le nazisme.

Une question revient souvent : comment la génération actuelle se comporterait-elle et agirait-elle dans une situation de crise ? Je vois aujourd'hui de mes yeux de jeunes médecins et de jeunes infirmières, parfois fraîchement diplômés, se rendre dans des zones dangereuses pour sauver des vies. Le personnel militaire qui participe à la lutte contre le terrorisme international dans le Nord du Caucase, qui lutte sans merci en Syrie, est composé de très jeunes gens. De nombreux combattants de la légendaire et éternelle sixième compagnie de parachutistes avaient tout juste 20 ans. Tous se sont montrés dignes des exploits accomplis par les soldats qui ont défendu notre patrie durant la Grande Guerre patriotique.

C'est la raison pour laquelle je suis convaincu qu'il est dans la nature des peuples de Russie d'accomplir son devoir sans se plaindre quand les circonstances

l'exigent. Abnégation, patriotisme, amour du foyer, de la famille et de la patrie sont des valeurs pivots, qui restent aujourd'hui encore fondamentales dans la société russe. La souveraineté de notre pays repose en grande partie sur elles.

Le peuple a donné naissance à de nouvelles traditions dans notre pays. Le « Régiment immortel », par exemple, est une marche en hommage à la mémoire et au lien vivant qui unit les générations par le sang, durant laquelle des millions de personnes marchent en procession en tenant des photographies de membres de leur famille qui ont défendu la patrie et vaincu le nazisme, signifiant ainsi que leur vie, leurs souffrances et leurs sacrifices, ainsi que la victoire qu'ils nous ont léguée, ne seront jamais oubliés.

Notre responsabilité face à l'histoire et à l'avenir est de tout faire pour empêcher que ces terribles tragédies se répètent. Il m'a donc semblé être de mon devoir d'écrire un article sur la Seconde Guerre mondiale et la Grande Guerre patriotique. J'ai évoqué cette idée à plusieurs reprises avec les dirigeants de divers pays du monde, qui m'ont dit comprendre. À la fin de l'année dernière, lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays de la Communauté d'États indépendants, nous sommes tombés d'accord sur un point, à savoir qu'il était important de transmettre aux jeunes générations la mémoire de la victoire sur le nazisme en rappelant qu'elle avait été remportée, avant tout, par le peuple soviétique, et que dans ce combat héroïque, en première ligne ou dans l'ombre, s'étaient retrouvés côte à côte des représentants de toutes les républiques qui composaient l'Union soviétique d'alors. À cette occasion, j'ai également évoqué avec mes homologues la période difficile de l'avant-guerre.

Ces conversations ont eu un grand écho en Europe et dans le monde, ce qui a montré qu'il était nécessaire et d'actualité de se tourner vers les enseignements qu'il était possible de tirer du passé. Par ailleurs, nos débats ont suscité beaucoup d'émotion, ont fait apparaître des complexes mal dissimulés et ont donné lieu à des accusations proférées haut et fort. Un certain nombre de personnalités politiques se sont empressées, comme d'habitude, de déclarer que la Russie tentait de réécrire l'histoire. Toutefois, il leur a été impossible de réfuter un seul fait ou un seul argument présenté. De toute évidence, il est difficile d'aller à l'encontre des documents authentiques qui se trouvent d'ailleurs non seulement dans les archives russes mais aussi dans les archives de pays étrangers.

Il est essentiel de continuer d'analyser les raisons qui ont conduit à la guerre mondiale, de nous pencher sur ses événements complexes, ses tragédies et ses victoires, sur les enseignements qu'elle nous a laissés, à la fois pour notre pays mais aussi pour le monde entier. Je tiens à répéter qu'il est de la première importance de s'appuyer uniquement sur les documents d'archives et les témoignages de personnes qui ont vécu durant cette période, en excluant tout raisonnement idéologique ou politisé.

Je voudrais rappeler cette évidence : les causes profondes de la Seconde Guerre mondiale découlent, en grande partie, des décisions qui ont été prises à l'issue de la Première Guerre mondiale. Le Traité de Versailles est apparu aux yeux de l'Allemagne comme le symbole d'une profonde injustice. De fait, il s'est agi de dépouiller ce pays en l'obligeant à verser aux pays occidentaux alliés des réparations d'un montant exorbitant, qui ont anéanti son économie. Le commandant en chef français des forces alliées, le maréchal Ferdinand Foch, a prononcé des paroles prophétiques en parlant du Traité de Versailles en ces termes : « Ce n'est pas une paix, c'est un armistice de vingt ans ».

C'est précisément ce sentiment d'humiliation nationale qui a préparé le terrain sur lequel se sont développés les idées radicales et l'esprit de revanche. Les nazis ont su utiliser ces sentiments pour forger leur propagande, dans laquelle ils promettaient

au pays de le débarrasser de l'héritage de Versailles, de lui rendre sa puissance d'autrefois et, au fond, poussaient le peuple allemand vers la guerre, une nouvelle fois. Paradoxalement, les États occidentaux, la Grande-Bretagne et la France en tête, y ont aussi contribué directement ou indirectement. Dans ces pays, les financiers et les industriels ont massivement investi dans les entreprises et usines allemandes qui produisaient des biens destinés au secteur militaire. Par ailleurs, l'aristocratie et la classe dirigeante comptaient un nombre important de partisans de mouvements radicaux, d'extrême droite ou nationalistes, qui attiraient un nombre croissant d'adhérents à la fois en Allemagne et en Europe.

L'ordre mondial né du Traité de Versailles a engendré de nombreuses oppositions secrètes et des conflits ouverts, dont les origines sont à chercher dans la délimitation arbitraire des frontières des nouveaux États européens par les vainqueurs de la Première Guerre mondiale. À peine ces États figurèrent-ils sur les cartes, que des différends territoriaux et des revendications réciproques virent le jour et se transformèrent en autant de bombes à retardement.

La création de la Société des Nations (SDN) est l'une des conséquences majeures de la Première Guerre mondiale. De grands espoirs furent fondés sur cette organisation internationale, qui devait assurer la paix à long terme et la sécurité collective. Cette idée progressiste, si elle avait été suivie et mise en œuvre de manière systématique, aurait, on peut le dire sans exagérer, empêché que l'horreur d'un conflit mondial ne se reproduise.

Néanmoins, la Société des Nations, qui était sous la domination des États vainqueurs, à savoir la Grande-Bretagne et la France, s'est révélée inefficace et a sombré dans de vaines discussions. À la Société des Nations et sur le continent européen, en général, les appels répétés de l'Union soviétique à constituer un système de sécurité collective équitable restèrent lettre morte. Il s'agissait, en particulier, de conclure deux pactes, l'un concernant l'Europe de l'Est et l'autre l'océan Pacifique, qui auraient pu faire écran à une agression. Ces propositions furent ignorées.

La Société des Nations échoua également à empêcher les conflits qui éclatèrent en divers endroits du monde, tels que l'attaque de l'Éthiopie par l'Italie, la guerre civile en Espagne, l'agression menée par le Japon contre la Chine et l'Anschluss de l'Autriche. S'agissant des accords de Munich, qui réunirent Hitler, Mussolini et les dirigeants français et britannique, le Conseil de la SDN consentit pleinement au démembrement de la Tchécoslovaquie. À cet égard, je fais observer qu'à la différence de nombreux dirigeants européens de l'époque, Staline évita de se compromettre par une rencontre en personne avec Hitler, celui-ci passant alors pour une personnalité politique parfaitement respectable, que les capitales européennes accueillaient sans réticence aucune.

La Pologne joua également un rôle, aux côtés de l'Allemagne, dans la partition de la Tchécoslovaquie. Les deux pays s'étaient préalablement concertés pour décider des territoires qui reviendraient à chacun d'eux. Le 20 septembre 1938, le Consul de Pologne en Allemagne, Józef Lipski, déclarait au Ministre polonais des affaires étrangères, Józef Beck, qu'Hitler lui avait donné l'assurance que si un conflit devait éclater entre son pays et la Tchécoslovaquie à propos des intérêts polonais à Teschen, le Reich soutiendrait la partie polonaise. Le dirigeant nazi avait même laissé entendre et conseillé à la Pologne de n'intervenir qu'une fois que l'Allemagne se serait emparée des monts Sudètes.

La Pologne prit conscience que sans le soutien d'Hitler, ses plans d'annexion étaient voués à l'échec. Je souhaiterais me référer à la retranscription des propos échangés dans une conversation entre le Consul allemand à Varsovie, Hans-Adolf von Moltke, et Józef Beck le 1er octobre 1938, au sujet des relations entre la Pologne et la

Tchécoslovaquie et de la position de l'URSS à cet égard, dont la citation ci-après est extraite : « Monsieur Beck a exprimé sa vive reconnaissance pour le traitement loyal qui a été fait des intérêts polonais à la Conférence de Munich, ainsi que pour la franchise des relations lors du conflit avec la Tchécoslovaquie. Le Gouvernement et le public [polonais] sont pleinement redevables au Führer et Chancelier du Reich ».

Le partage de la Tchécoslovaquie fut effectué de manière cruelle et cynique. Les accords de Munich avaient réduit à néant même les fragiles garanties officielles qui étaient encore en vigueur sur le continent et avaient montré que les ententes réciproques ne valaient rien. Ce furent justement les accords de Munich qui servirent de déclencheur à la guerre, laquelle devint inévitable après leur signature.

De nos jours, les responsables politiques européens, et surtout les dirigeants polonais, voudraient passer ces accords sous silence. Pourquoi ? Ce n'est pas seulement parce que leurs pays trahirent leurs engagements et appuyèrent lesdits accords, certains allant même jusqu'à prendre part au partage des gains, mais aussi parce qu'il leur déplaît de se rappeler que lors de ces journées tragiques de 1938, seule l'URSS prit le parti de la Tchécoslovaquie.

L'Union soviétique, en s'appuyant sur ses obligations internationales, dont les accords qu'elle avait conclus avec la France et la Tchécoslovaquie, tenta d'éviter le pire. La Pologne, elle, n'écoutant que ses intérêts, fit obstacle par tous les moyens à la création d'un dispositif de sécurité collective en Europe. Dans une lettre datée du 19 septembre 1938, adressée au Consul de Pologne précédemment cité, Józef Lipski, avant sa rencontre avec Hitler, le Ministre polonais des affaires étrangères, Józef Beck, écrivait sans détours : « L'année dernière, le Gouvernement polonais a rejeté à quatre reprises la proposition de s'associer à l'intervention de la communauté internationale visant à protéger la Tchécoslovaquie ».

La Grande-Bretagne et la France, qui étaient les principaux pays alliés des Tchèques et des Slovaques, préférèrent tirer un trait sur leurs garanties et livrer ce pays d'Europe orientale à la merci de ses ennemis. Bien plus que cela, ces deux pays s'efforcèrent de canaliser les ambitions des nazis à l'Est, afin que l'Allemagne et l'Union soviétique aillent inévitablement au conflit et se saignent l'une l'autre à blanc.

Voilà en quoi consista la politique d'« apaisement » menée par l'Occident, non seulement à l'égard du Troisième Reich mais aussi vis-à-vis des participants au fameux Pacte anti-Komintern, à savoir l'Italie fasciste et le Japon militariste. Cette politique atteignit son point culminant en Extrême-Orient, au moment de l'accord anglo-japonais signé à l'été 1939, qui laissait au Japon les mains libres en Chine. Les puissances européennes dominantes, qui se refusaient à admettre que l'Allemagne et ses alliés représentaient un danger mortel pour le monde entier, comptaient sur le fait que la guerre les épargnerait.

Les accords de Munich montrèrent à l'Union soviétique que les pays occidentaux régleraient la question de leur sécurité sans tenir compte de ses intérêts et que si l'occasion s'en présentait, ils seraient prêts à former un front antisoviétique.

Il n'en reste pas moins que l'Union soviétique s'employa par tous les moyens possibles à saisir chaque chance de créer une coalition antihitlérienne, je le répète, en dépit du double jeu des pays occidentaux. Ainsi, par l'intermédiaire des services de renseignement, le Gouvernement soviétique avait reçu des informations détaillées sur des tractations en coulisses entre Britanniques et Allemands au cours de l'été 1939. J'appelle l'attention sur le fait que ces tractations étaient menées de manière intensive, alors même que les négociations tripartites qui se tenaient en parallèle entre les représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Union soviétique, traînaient, au contraire, en longueur par la volonté délibérée des pays occidentaux. À

cet égard, je voudrais faire référence à un document tiré des archives britanniques, qui contient des instructions à la mission militaire de ce pays présente à Moscou, en août 1939. Il y est dit sans détours que la délégation doit « mener les pourparlers à un rythme très lent » et que « le Gouvernement du Royaume-Uni n'est pas prêt à endosser des responsabilités qui seraient rédigées de manière détaillée, car celles-ci pourraient limiter sa liberté d'action en toutes circonstances ». Je fais, en outre, remarquer qu'à la différence des Anglais et des Français, la délégation soviétique était conduite par les plus hauts responsables de l'Armée rouge, lesquels étaient pleinement habilités à « signer une convention militaire relative à l'organisation de la défense de l'Angleterre, de la France et de l'URSS contre une agression en Europe ».

La Pologne contribua à l'échec des négociations en refusant d'avoir une quelconque obligation envers la partie soviétique. Même sous la pression de ses alliés occidentaux, le Gouvernement polonais refusa l'idée de mener des actions conjointes avec l'Armée rouge contre la *Wehrmacht*. Ce n'est qu'après avoir appris que Ribbentrop avait atterri à Moscou que Józef Beck, de manière toutefois indirecte, par l'intermédiaire de diplomates français, informa la partie soviétique que « dans le cas où des actions conjointes seraient menées en riposte à une agression allemande, une coopération entre la Pologne et l'URSS, sous réserve des modalités techniques qui restaient à déterminer, n'était pas exclue ». Dans le même temps, il expliquait à ses adjoints : « Je n'adhère à cette formulation qu'à des fins de facilitation tactique, étant entendu que notre position de principe à l'égard de l'URSS est irréversible et demeure inchangée ».

C'est dans ces circonstances que l'Union soviétique signa le traité de non-agression avec l'Allemagne, étant l'un des derniers pays d'Europe à le faire. Remarquons-le, le pays faisait face à un danger réel, la guerre le menaçant alors sur deux fronts, celui de l'Ouest avec l'Allemagne et celui de l'Est avec le Japon, où les combats faisaient déjà rage sur le fleuve Khalkhin Gol.

Staline et son entourage ont été l'objet, à juste titre, de nombreuses accusations. Nous ne pouvons oublier les crimes commis par ce régime contre son propre peuple et les horreurs de la répression de masse. Je le répète, on peut reprocher beaucoup de choses aux dirigeants soviétiques sauf de ne pas avoir compris la nature des menaces extérieures qui pesaient sur le pays. Ayant pris acte des tentatives faites pour laisser l'Union soviétique seule à seule avec l'Allemagne et ses alliés et ayant pris conscience de la réalité du danger, ils agirent en vue de gagner le temps précieux dont ils avaient besoin pour renforcer la défense nationale.

Aujourd'hui, la Russie fait l'objet de nombreux commentaires et critiques en rapport avec la signature du Pacte germano-soviétique conclu alors. Il est vrai qu'elle est l'État qui a succédé à l'URSS, et que la période soviétique, avec ses triomphes et ses tragédies, est indissociable de notre histoire millénaire. Rappelons aussi que l'Union soviétique a procédé à l'analyse dudit pacte Molotov-Ribbentrop du point de vue juridique et moral. Dans une résolution datée du 24 décembre 1989, le Conseil suprême a dénoncé officiellement les protocoles secrets, qui sont considérés comme des « actes relevant du pouvoir personnel » et qui ne sont, en aucun cas, le reflet de la volonté du peuple soviétique, auquel la responsabilité de la signature de l'accord ne saurait être attribuée.

De leur côté, certains États préfèrent oublier les accords au bas desquels sont apposées les signatures de hauts responsables politiques nazis et occidentaux. Ils ne sont pas plus désireux de procéder à l'analyse juridique ou politique de cette coopération, qui a vu notamment des personnalités européennes approuver tacitement, quand ce n'est pas promouvoir directement, les plans barbares ourdis par les nazis. Que dire des paroles cyniques prononcées par l'Ambassadeur de Pologne en Allemagne, Józef Lipski, lors d'une conversation avec Hitler, le 20 septembre

1938 : « ... Pour avoir réglé la question juive, nous [les Polonais] lui ferons construire... un magnifique monument à Varsovie ».

Nous ne savons pas non plus s'il existait des « protocoles secrets » ou des annexes aux accords conclus par les nazis avec un certain nombre de pays. Il ne nous reste qu'à « croire sur parole ». Les documents concernant les négociations secrètes entre Anglais et Allemands, en particulier, n'ont toujours pas été déclassifiés. Aussi, comme la Russie s'est employée à le faire ces dernières années, nous appelons tous les gouvernements à accélérer le processus d'ouverture de leurs archives et à publier des documents datant de l'avant-guerre et de la guerre, qui sont encore inconnus. Nous sommes disposés, à cet égard, à coopérer largement et à mener des projets de recherche conjoints avec des historiens.

Mais revenons aux événements qui ont directement précédé la Seconde Guerre mondiale. Il fut bien naïf de croire qu'après avoir réglé le sort de la Tchécoslovaquie, Hitler n'aurait plus de revendication territoriale. La Pologne, qui avait été récemment sa complice lors du partage de ce pays, fut l'objet de la revendication suivante. Ce fut à nouveau un legs du Traité de Versailles, le corridor de Dantzig, qui servit de prétexte. La tragédie que va connaître, par la suite, la Pologne relève de l'entière responsabilité des dirigeants polonais de l'époque, qui empêchèrent la conclusion d'un accord militaire entre la Grande-Bretagne, la France et l'Union soviétique, dans l'espoir que leurs partenaires occidentaux leur viendraient en aide, et livrèrent leur peuple au rouleau compresseur de la machine de destruction hitlérienne.

L'attaque allemande se déploya de manière parfaitement conforme à la doctrine de la *blitzkrieg*. En dépit d'une résistance farouche et héroïque de l'armée polonaise, une semaine à peine après le début de la guerre, le 8 septembre 1939, les troupes allemandes étaient aux abords de Varsovie. Le 17 septembre, les plus hauts dirigeants militaires et politiques de la Pologne fuirent en Roumanie, en abandonnant la population qui continua, elle, à lutter contre l'envahisseur.

Les alliés occidentaux de la Pologne ne furent pas à la hauteur de ses espérances. Après avoir déclaré la guerre à l'Allemagne, l'armée française ne pénétra en territoire allemand que sur quelques dizaines de kilomètres, ce qui n'apparut tout au plus que comme une démonstration d'intense activité. En outre, le Conseil suprême interallié, réuni pour la première fois le 12 septembre 1939 à Abbeville, prit la décision de mettre fin à l'offensive au vu de l'évolution rapide des événements en Pologne. Ce fut le début de la fameuse « drôle de guerre ». Il y eut là une démission flagrante de la France et de la Grande-Bretagne eu égard à leurs obligations envers la Pologne.

Plus tard, lors du procès de Nuremberg, des généraux allemands expliquèrent pourquoi l'Allemagne avait remporté une victoire si rapide sur le front de l'Est. Ainsi, l'ancien chef d'état-major de la direction des opérations du haut-commandement de l'armée allemande, le général Alfred Jodl, reconnut en ces termes : « Si nous n'avons pas essuyé de défaite en 1939, c'est uniquement parce que les quelque 110 divisions françaises et britanniques qui étaient stationnées sur le front de l'Ouest face à 23 divisions allemandes, lors de notre offensive contre la Pologne, sont restées complètement passives ».

J'ai demandé que soit extrait des archives le corpus de documents témoignant des contacts entre l'URSS et l'Allemagne lors de ces journées tragiques d'août et de septembre 1939. Comme ces documents le révèlent, le paragraphe 2 du protocole secret annexé au Pacte germano-soviétique de non-agression signé le 23 août 1939 stipule que dans le cas d'une réorganisation territoriale et politique des provinces constitutives de l'État polonais, la frontière séparant les intérêts des deux pays doit « suivre approximativement le cours du Narew, de la Vistule et du San ». Autrement dit, étaient tombés dans la sphère d'influence soviétique non seulement les territoires

sur lesquels vivaient majoritairement des populations ukrainiennes et biélorusses mais aussi les terres historiquement polonaises situées entre le Boug et la Vistule. Ce fait est loin d'être connu de tous à l'heure actuelle.

C'est également le cas de cet autre fait, à savoir que juste après avoir attaqué la Pologne, dans les premiers jours de septembre 1939, Berlin demanda à plusieurs reprises et avec insistance à Moscou de participer à des actions militaires. Le pouvoir soviétique ignora toutefois ces appels, disposé qu'il était à plutôt retarder son implication dans l'évolution dramatique de la situation jusqu'au dernier moment.

Ce n'est que lorsqu'il fut tout à fait clair que la Grande-Bretagne et la France n'avaient aucune intention de venir en aide à leur allié et que la *Wehrmacht* pouvait rapidement occuper toute la Pologne et se retrouver donc aux portes de Minsk, que la décision fut prise d'envoyer, le matin du 17 septembre, des unités de l'Armée rouge dans les confins de l'Est, un territoire qui recouvre aujourd'hui une partie de la Biélorussie, de l'Ukraine et de la Lituanie.

À l'évidence, il ne restait aucune autre possibilité. Dans le cas contraire, les risques encourus par l'URSS se seraient considérablement accrus dans la mesure, je le répète, où l'ancienne frontière entre l'Union soviétique et la Pologne passait seulement à quelques dizaines de kilomètres de Minsk, et que le pays se serait retrouvé dans une position stratégique extrêmement désavantageuse au moment où il serait inévitablement entré en guerre contre les nazis. En outre, des millions de personnes de diverses nationalités, dont les juifs vivant près de Brest, Grodno, Przemyśl, Lvov et Wilno, auraient été voués à l'anéantissement par les nazis et leurs suppôts antisémites et radicaux-nationalistes.

Le fait que l'Union soviétique fit tout son possible pour éviter de s'engager dans un conflit qui s'exacerbait et ne voulut pas composer avec l'Allemagne explique pourquoi le contact entre les armées soviétique et allemande n'eut réellement lieu que beaucoup plus à l'est des frontières convenues dans le protocole secret. Les deux armées ne se rencontrèrent pas sur la Vistule mais aux environs de la ligne Curzon, que la Triple Entente, déjà en 1919, avait recommandée comme frontière orientale de la Pologne.

Mais on sait bien qu'on ne refait pas l'histoire avec des si. Je ferais seulement remarquer qu'en septembre 1939, le Gouvernement soviétique eut la possibilité de repousser la frontière occidentale de l'URSS encore plus à l'ouest, jusqu'à Varsovie, mais qu'il en décida autrement.

Les Allemands proposèrent de fixer les termes d'un nouveau statu quo. Le 28 septembre 1939, à Moscou, Ribbentrop et Molotov signèrent le Traité germano-soviétique de délimitation et d'amitié et le protocole secret modifiant la frontière entre les deux États, qui fut reconnue comme la ligne de démarcation où les deux armées stationnaient de facto.

À l'automne 1939, choisissant ses objectifs militaro-stratégiques et de défense, l'Union soviétique entama le processus d'intégration de la Lettonie, de la Lituanie et de l'Estonie. L'entrée de ces pays dans l'URSS se fit dans le cadre d'un accord et avec le consentement des autorités élues, conformément aux normes du droit international et du droit national, telles qu'elles étaient en vigueur à l'époque. En outre, la ville de Wilno fut restituée à la Lituanie en octobre 1939, ainsi que la région qui lui était contiguë et faisait auparavant partie de la Pologne. Au sein de l'URSS, les républiques baltes conservèrent leurs institutions et leurs langues et furent représentées dans les plus hautes instances de l'État soviétique.

Durant ces mois, une bataille diplomatique, un affrontement militaro-politique et une activité de renseignement continuèrent de se dérouler dans la coulisse. À

Moscou, les autorités comprirent qu'elles faisaient face à un ennemi implacable et cruel et qu'une guerre souterraine contre le nazisme était déjà en cours. Il n'existe aucun fondement permettant d'interpréter les déclarations officielles et les notes protocolaires formelles datant de ces années-là comme des preuves d'« amitié » entre l'URSS et l'Allemagne. L'URSS entretenait alors des contacts commerciaux et techniques non seulement avec l'Allemagne mais aussi avec d'autres pays. Par ailleurs, Hitler s'efforçait sans relâche de pousser l'URSS à prendre part à l'affrontement avec la Grande-Bretagne, mais le Gouvernement soviétique ne se laissa pas gagner.

La dernière tentative que fit Hitler pour persuader l'Union soviétique d'agir de concert avec l'Allemagne eut lieu lors de la visite de Molotov à Berlin, en novembre 1940. Toutefois, Molotov appliqua scrupuleusement les instructions données par Staline et s'en tint à des considérations générales sur l'idée allemande d'associer l'URSS au Pacte tripartite signé par l'Allemagne, l'Italie et le Japon en septembre 1940 pour contrer la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique. Ce n'est pas le fait du hasard si le 17 novembre, Molotov communiqua les instructions suivantes au plénipotentiaire soviétique Ivan Maïski, qui se trouvait à Londres : « Pour votre information... Aucun accord n'a été signé à Berlin et rien n'est envisagé à cet égard. La rencontre s'est limitée... à un échange de vues... Les Allemands et les Japonais, semble-t-il, sont extrêmement désireux de nous pousser en direction du golfe Persique et de l'Inde. Nous avons refusé d'examiner cette question car nous considérons que venant de l'Allemagne, de tels conseils sont malvenus ». Le 25 novembre, le Gouvernement soviétique donna le coup d'arrêt final en formulant à l'intention de Berlin des conditions que les nazis ne pouvaient accepter, dont le retrait des troupes allemandes de Finlande et la conclusion d'un accord d'assistance mutuelle entre l'URSS et la Bulgarie, entre autres, excluant sciemment par là même toute possibilité de rejoindre le Pacte. Cette position conforta définitivement le Führer dans son intention de déclarer la guerre à l'URSS. Dès le mois de décembre, rejetant les avertissements de ses stratèges sur le terrible danger que représentait une guerre menée sur deux fronts, Hitler approuva l'opération Barbarossa. Il le fit en sachant que l'Union soviétique était la principale force qui s'opposait à l'Allemagne en Europe et que la bataille qui s'engagerait prochainement à l'est déciderait de l'issue de la guerre mondiale. Cela étant, il était convaincu que la marche sur Moscou mènerait à une victoire rapide.

Je tiens à souligner que les pays occidentaux approuvèrent en fait la ligne d'action des Soviétiques et reconnurent qu'il était impératif pour l'URSS d'assurer sa sécurité. Le 1er octobre 1939 déjà, le chef de l'amirauté britannique d'alors, Winston Churchill, dit dans une allocution radiodiffusée : « La Russie mène froidement une politique favorable à ses propres intérêts... Pour protéger la Russie de la menace nazie, il était évidemment nécessaire que l'armée russe stationne ses troupes sur cette ligne [de la nouvelle frontière occidentale] ». Le 4 octobre, à la Chambre des Lords, le Secrétaire du Foreign Office, Lord Halifax, déclara : « Il convient de rappeler que l'action entreprise par le Gouvernement soviétique a consisté pour l'essentiel à repousser la frontière jusqu'à la ligne recommandée par Lord Curzon à la Conférence de Versailles... Je ne fais que rapporter des faits historiques, dont je suppose qu'ils sont indiscutables ». Le célèbre homme d'État et politicien britannique David Lloyd George nota : « L'armée russe a occupé des territoires qui n'appartenaient pas à la Pologne et dont ce pays s'était emparé à la fin de la Première Guerre mondiale... Ce serait une folie criminelle que de mettre sur le même plan les progressions russe et allemande ».

Dans le cadre des conversations informelles qu'ils avaient avec le plénipotentiaire soviétique Ivan Maïski, les hauts responsables politiques et les diplomates s'exprimaient encore plus ouvertement. Le Ministre adjoint aux affaires

étrangères de Grande-Bretagne, Richard Butler, s'ouvrit en ces termes, le 17 octobre 1939 : « ... Dans les cercles du pouvoir britannique, on considère que la question du retour de l'Ukraine et de la Biélorussie occidentales ne se pose pas. S'il avait été possible de créer une Pologne ethnographique de dimensions modestes sous la garantie non seulement de l'URSS et de l'Allemagne, mais également de la Grande-Bretagne et de la France, le Gouvernement britannique en aurait été pleinement satisfait ». Le 27 octobre 1939, le conseiller principal de Neville Chamberlain, Horace Wilson, déclara : « La Pologne doit être restaurée en tant qu'État indépendant sur sa base ethnographique, mais sans l'Ukraine et la Biélorussie occidentales ».

Il est à noter que ces conversations permirent de sonder le terrain en vue d'une amélioration des relations entre l'URSS et la Grande-Bretagne. Ces contacts jetèrent en grande partie les bases de la future alliance et de la coalition antihitlérienne. Parmi les politiciens responsables et perspicaces, Winston Churchill se distingue en s'étant déclaré favorable à la coopération avec l'Union soviétique encore plus tôt et ce, en dépit de son antipathie bien connue pour ce régime. Déjà en mai 1939, il déclarait devant la Chambre des communes : « Nous ferons face à un danger mortel si nous échouons à créer une vaste alliance contre l'agression. Ce serait une folle absurdité que de rejeter toute coopération naturelle avec la Russie soviétique ». Et avant même le déclenchement des hostilités en Europe, lors d'une entrevue avec Ivan Maïski, le 6 octobre 1939, il confiait : « Il n'existe aucune divergence grave entre la Grande-Bretagne et l'URSS et, par conséquent, nos relations n'ont pas lieu d'être tendues ou mauvaises. Le Gouvernement britannique... est désireux de développer... des relations commerciales. Il est également disposé à considérer toutes les autres mesures susceptibles d'améliorer les rapports entre nos deux pays ».

La Seconde Guerre mondiale n'éclata pas du jour au lendemain, de façon soudaine et inattendue. L'agression de la Pologne par l'Allemagne ne fut pas commise par surprise. Elle résulta de la conjugaison de nombreux facteurs et tendances, qui étaient à l'œuvre dans la politique internationale à cette époque. L'ensemble des événements qui précédèrent la guerre s'enchaînèrent de manière funeste. Il va sans dire, toutefois, que le plus important, ce qui détermina la survenue de cette prodigieuse tragédie de l'histoire humaine, ce furent l'égoïsme des États, leur lâcheté, leur complaisance à l'égard d'un agresseur qui rassemblait ses forces et le refus de l'élite politique de rechercher le compromis.

C'est pourquoi il est malhonnête d'affirmer que la visite de deux jours à Moscou du Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne nazie, Joachim von Ribbentrop, fut la principale cause du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Toutes les grandes puissances, à des degrés divers, eurent une part de responsabilité dans cet événement. Chacune d'entre elles commit des erreurs irréparables en estimant de manière présomptueuse qu'elle pourrait se jouer des autres, s'octroyer de manière unilatérale des avantages ou demeurer en dehors de la catastrophe mondiale qui était en marche. Cette vue à court terme et ce refus de créer un dispositif de sécurité collective coûtèrent des millions de vies humaines et entraînèrent des pertes colossales.

J'écris à ce sujet sans la moindre intention d'endosser le rôle du juge, d'accuser ou de disculper quiconque, et encore moins d'engendrer une nouvelle spirale internationale d'affrontement d'informations historiques, qui pourrait créer des frictions entre les États et les peuples du monde. Je pense que la recherche d'une analyse pondérée des événements du passé incombe à la sphère scientifique, ces travaux devant être menés par un large éventail de savants internationaux réputés. Nous avons tous besoin de vérité et d'objectivité. Pour ma part, j'encourage mes homologues, comme je l'ai toujours fait, à dialoguer sans passion, de manière ouverte et en confiance, et de porter de façon générale un regard sur le passé reposant sur

l'autocritique et l'impartialité. Une telle attitude permettra de ne pas renouveler les erreurs commises antérieurement et de favoriser un développement pacifique et fructueux pour les années à venir.

Néanmoins, beaucoup de nos partenaires ne sont pas encore prêts à l'action conjointe. À l'inverse, poursuivant leurs objectifs, ils lancent des campagnes d'information hostiles à notre pays, qui sont toujours plus nombreuses et de plus grande ampleur, veulent nous contraindre à la justification et nous faire éprouver un sentiment de culpabilité, et font des déclarations profondément hypocrites à des fins politiques. Ainsi, à titre d'exemple, dans la résolution sur l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe, adoptée le 19 septembre 2019 par le Parlement européen, l'URSS est directement accusée, avec l'Allemagne nazie, d'avoir déclenché la Seconde Guerre mondiale. Il va sans dire que n'y figure aucune référence aux accords de Munich.

Je considère que de tels « papiers », car je ne peux me résoudre à employer le mot de document, lesquels visent clairement à susciter le scandale, représentent un réel danger. Car cette résolution a été adoptée par un organe tout à fait respectable. Qu'est-ce que cela montre ? Aussi triste soit-il, une politique délibérée de destruction de l'ordre mondial d'après-guerre. La création de cet ordre avait été une question d'honneur et avait engagé la responsabilité de pays, dont un certain nombre de représentants ont voté aujourd'hui en faveur de cette déclaration mensongère. Ils ont, par conséquent, remis en question les conclusions formulées par le tribunal de Nuremberg et les efforts déployés par les pays du monde pour édifier des institutions internationales après la victoire de 1945. Je rappelle, à cet égard, que le processus même d'intégration européenne et la création des structures correspondantes, dont le Parlement européen, n'ont été possibles que parce que les enseignements ont été tirés du passé, et que celui-ci a été soumis à une analyse juridique et politique rigoureuse. Ceux qui remettent sciemment en cause ce consensus, détruisent les fondations sur lesquelles repose l'Europe d'après-guerre.

En plus de menacer les principes fondamentaux qui président à l'actuel ordre mondial, une telle démarche soulève des questions morales et éthiques. Bafouer et offenser la mémoire est une action vile. La bassesse peut être intentionnelle, hypocrite et parfaitement délibérée, comme ce fut le cas à propos des déclarations faites à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans lesquelles tous les membres de la coalition antihitlérienne ont été cités, à l'exception de l'URSS. Elle peut être lâche, comme ce fut le cas lorsque les monuments érigés en l'honneur des combattants du nazisme ont été éliminés, ces actes honteux ayant été justifiés par des mots d'ordre de lutte contre une idéologie néfaste et une soi-disant occupation. Elle peut être sanglante, comme ce fut le cas lors de l'assassinat et de la crémation des opposants au néonazisme et aux successeurs de Bandera. Je le répète, la bassesse peut prendre bien des formes mais n'en demeure pas moins méprisable.

L'oubli des leçons du passé se paie inévitablement au prix fort. Nous protégerons la vérité avec fermeté, celle qui se fonde sur des faits historiques étayés par des documents, et nous continuerons, avec honnêteté et sans parti pris, à parler des événements de la Seconde Guerre mondiale. À cette fin, un vaste projet a été élaboré, qui vise à créer en Russie une très riche collection d'archives documentaires, cinématographiques et photographiques sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et de la période qui l'a précédée.

Ce projet est en cours d'exécution. Pour rédiger cet article, je me suis appuyé sur de nombreux documents qui ont été récemment retrouvés et déclassifiés. À cet égard, je peux déclarer en toute conscience qu'il n'existe pas de document d'archives attestant le fait que l'URSS aurait eu l'intention de déclencher une guerre préventive

contre l'Allemagne. En effet, le commandement de l'armée soviétique était partisan de la doctrine selon laquelle, en cas d'agression, l'Armée rouge aurait rapidement riposté en passant à l'offensive et en conduisant la guerre sur le territoire ennemi. Cette stratégie n'implique nullement pour autant l'intention d'attaquer l'Allemagne en premier.

Évidemment, les historiens disposent aujourd'hui des documents de planification militaire et des instructions qui furent données aux états-majors soviétique et allemand, ce qui nous permet enfin de connaître le déroulement réel des événements. Forts de ce savoir, nombreux sont ceux qui réfléchissent aux actions, aux erreurs et aux mauvais calculs des hauts responsables politiques et militaires soviétiques. À ce sujet, laissez-moi dire une chose : à côté de la quantité considérable d'informations fallacieuses de toutes sortes qui circulaient, les dirigeants soviétiques reçurent également des renseignements authentiques concernant l'attaque que préparaient les nazis. Dans les mois qui précédèrent la guerre, ils prirent des mesures pour améliorer l'état de préparation militaire du pays, notamment en convoquant secrètement une partie des conscrits et en redéployant les unités et les soldats de réserve des régions de l'intérieur vers les frontières occidentales.

La guerre ne fut pas soudaine, on l'attendait et on s'y préparait. Toutefois, l'offensive des nazis fut sans précédent en termes de puissance destructrice. Le 22 juin 1941, l'Union soviétique affronta l'armée la plus puissante, la plus fortement mobilisée et la mieux entraînée du monde, qui avait à son service la quasi-totalité des forces industrielles, économiques et militaires de l'Europe. À cette invasion meurtrière prirent part non seulement la *Wehrmacht* mais aussi des pays satellites de l'Allemagne et des contingents militaires appartenant à de nombreux autres États du continent européen.

Les défaites militaires les plus sévères de l'année 1941 laissèrent le pays au bord du gouffre. Restaurer la capacité de combat et de manœuvre nécessita le recours à des moyens exceptionnels, la mobilisation générale et les efforts de toutes les composantes de l'État et de sa population. Durant l'été 1941 commença, sous le feu de l'ennemi, l'évacuation vers l'est de millions de personnes et de centaines d'usines et de sites de production industrielle. La fabrication des armes et des munitions fut organisée en un temps record sur les arrières et dès le premier hiver de la guerre, les lignes de front purent être approvisionnées. En 1943, la production de matériel militaire soviétique avait dépassé celle de l'Allemagne et de ses alliés. En une année et demie, la population accomplit ce qui paraissait impossible, à la fois sur le front et sur les arrières. Jusqu'à présent, il est difficile de réaliser, de comprendre et d'imaginer les efforts incroyables, le courage et l'abnégation que ces exploits ont exigés.

La société soviétique se dressa telle une force gigantesque face à la puissante machine d'invasion nazie, qui progressait de sang-froid et armée jusqu'aux dents, unie par l'aspiration à protéger sa terre natale et à se venger de l'ennemi qui avait brisé et piétiné son existence paisible, ses projets et ses espoirs.

Bien sûr, durant cette guerre terrible et sanglante, certaines personnes sombrèrent dans la peur, le désarroi et le désespoir. La trahison et la désertion furent des réalités. Les cruelles ruptures causées par la révolution et la guerre civile, ainsi que le nihilisme et l'attitude de dérision à l'égard de l'histoire nationale, de la tradition et de la foi qu'avaient tenté d'imposer les bolcheviks, notamment dans les années qui suivirent leur arrivée au pouvoir, produisirent leurs effets. L'attitude générale des citoyens soviétiques et de nos compatriotes qui se trouvaient à l'étranger fut toutefois différente, axée sur la protection et le sauvetage de la patrie. Ce fut un véritable élan, irrépressible. Les gens cherchèrent un appui dans les authentiques valeurs patriotiques.

Les stratèges nazis étaient convaincus qu'un immense État multinational pouvait être facilement mis au pas. Ils comptaient sur le fait que le caractère soudain de la guerre, sa férocité et les souffrances insupportables qu'elle entraînerait, envenimeraient immanquablement les relations entre les différentes nationalités et conduiraient à la dislocation du pays. Hitler avait déclaré sans détours : « Notre politique à l'égard des peuples qui vivent sur les vastes territoires de la Russie doit consister à favoriser la discorde et la division sous toutes ses formes ».

Il apparut toutefois très tôt que le plan des nazis avait échoué. La forteresse de Brest fut protégée par des combattants appartenant à plus de 30 nationalités différentes, jusqu'à la dernière goutte de sang versée. Toute la guerre, que ce soit lors des grandes batailles décisives ou des actions défensives qui visèrent à protéger chaque tête de pont et chaque mètre de la terre-patrie, offre des exemples d'une telle unité.

La région de la Volga et l'Oural, la Sibérie et l'Extrême-Orient, les républiques d'Asie centrale et la Transcaucasie offrirent de nouveaux foyers aux millions de personnes évacuées. Les habitants de ces régions partagèrent tout ce qu'ils possédaient et fournirent autant d'aide qu'ils purent. L'amitié entre les peuples et leur entraide devint pour l'ennemi une véritable forteresse hors d'atteinte.

L'Union soviétique et l'Armée rouge, quoi que l'on tente de démontrer aujourd'hui, contribuèrent de façon décisive à la défaite du nazisme. Les soldats combattirent en héros, jusqu'au bout, encerclés par l'ennemi à Bialystok et Moguilev, Ouman et Kiev, Viazma et Kharkov. Ils lancèrent des attaques près de Moscou et de Stalingrad, de Sébastopol et d'Odessa, de Koursk et de Smolensk. Ils libérèrent Varsovie, Belgrade, Vienne et Prague. Ils prirent d'assaut Königsberg et Berlin.

C'est la vérité vraie sur la guerre que nous défendons, celle qui est sans apprêts ni vernis. Cette vérité nationale et humaine, âpre, amère et implacable, elle nous a été en grande partie restituée par les écrivains et les poètes qui vécurent le déluge de feu et l'enfer du front. Pour ma génération et pour les autres, leurs nouvelles et romans, profonds et authentiques, leurs récits tranchants de la vie militaire et leurs poèmes ont laissé pour toujours une trace dans l'âme de leurs lecteurs et font figure de testaments en l'honneur des combattants qui ont tout fait pour conduire le pays à la victoire, et à la mémoire de ceux qui sont tombés sur le champ de bataille.

Aujourd'hui encore, les vers du poème d'Alexandre Tvardovski « J'ai été tué près de Rjev », dédié aux combattants de la cruelle et sanglante bataille de la Grande Guerre patriotique qui fit rage dans la partie centrale du front germano-soviétique, demeurent bouleversants par leur simplicité et leur hauteur. Durant les batailles de Rjev et du promontoire de Rjev uniquement, d'octobre 1941 à mars 1943, l'Armée rouge perdit 1 342 888 hommes, blessés ou disparus au combat. Je donne, pour la première fois, ces chiffres épouvantables, tragiques et incomplets, tirés d'archives historiques, pour honorer la mémoire des faits d'armes de ces héros inconnus et anonymes dont, pour diverses raisons, on a peu voire pas du tout parlé après la guerre, ce qui est immérité et injuste.

Je voudrais mentionner un autre document, qui est un rapport élaboré en février 1945 par la commission internationale pour les réparations dues par l'Allemagne, que dirigeait Ivan Maïski. Cette commission fut chargée de définir les modalités selon lesquelles l'Allemagne vaincue devrait dédommager les États vainqueurs des préjudices qu'ils avaient subis. Elle conclut que la quantité de jours-hommes passés par l'Allemagne sur le front soviétique était au moins 10 fois supérieure à celle enregistrée sur tous les autres fronts alliés. Les quatre cinquièmes des chars allemands et les deux tiers des avions allemands furent également mobilisés sur le front soviétique. Au total, l'URSS participa à hauteur de 75 % de tous les efforts de guerre

déployés par la coalition antihitlérienne. Durant la guerre, l'Armée rouge « pulvérisa » 626 divisions des pays de l'Axe, dont 508 étaient allemandes.

Le 28 avril 1942, dans une adresse à la nation, Roosevelt dit : « Ces troupes russes ont détruit et continuent de détruire la force armée – hommes, avions, chars et armes – de nos ennemis, bien plus que ne l'ont fait les autres pays alliés pris dans leur ensemble ». Dans son message à Staline daté du 27 septembre 1944, Churchill écrivit : « c'est bien l'armée russe qui a étripé la machine de guerre allemande ».

Ces paroles ont rencontré un écho dans le monde entier. En effet, ils renferment cette vérité pure que nul alors n'aurait mis en doute. Quelque 27 millions de citoyens soviétiques périrent au front ou dans les prisons allemandes, moururent de faim, sous les bombardements, dans les ghettos et dans les camps de la mort nazis. L'URSS perdit un habitant sur sept, la Grande-Bretagne un sur 127 et les États-Unis un sur 320. Malheureusement, ces pertes cruelles et irréparables subies par l'Union soviétique ne sont pas exhaustives. Il nous faut continuer méticuleusement à retrouver les noms de tous ceux qui ont péri et à reconstituer leur histoire : combattants de l'Armée rouge, résistants, clandestins, prisonniers de guerre et des camps de concentration et civils exécutés en représailles. Tel est notre devoir. Un rôle particulier revient dans cette tâche aux participants du courant de recherche, aux groupements militaro-patriotiques et aux associations de volontaires, ainsi qu'à des projets tels que la base de données en ligne *Pamyat naroda* (Mémoire du peuple), qui renferme des documents d'archives. Il est évident que ces travaux, qui intéressent l'humanité dans son entier, doivent être menés dans le cadre d'une étroite coopération internationale.

Ce sont les efforts de tous les pays et de tous les peuples en lutte contre l'ennemi commun, qui ont conduit à la victoire. L'armée britannique protégea le territoire national de l'invasion et combattit les nazis et leurs satellites en Méditerranée et en Afrique du Nord. Les troupes américaines et britanniques libérèrent l'Italie et ouvrirent un second front. Les États-Unis menèrent de puissantes offensives qui écrasèrent l'agresseur dans l'Océan pacifique. Rappelons-nous les sacrifices immenses que le peuple chinois consentit et le rôle majeur qu'il joua dans la défaite des militaristes japonais. Et n'oublions pas les soldats de la « France combattante », qui refusèrent l'infâme capitulation et poursuivirent la lutte contre le nazisme.

Nous serons toujours reconnaissants aux Alliés de l'aide qu'ils nous apportèrent, en ravitaillant l'Armée rouge avec des munitions, des matières premières, de la nourriture et du matériel. Cette aide fut substantielle puisqu'elle représenta environ 7 % du volume total de la production de guerre de l'Union soviétique.

Le noyau de cette coalition antihitlérienne se forma tout de suite après l'attaque de l'Union soviétique, à partir du moment où les Etats-Unis et la Grande-Bretagne apportèrent un soutien inconditionnel à notre pays dans son combat contre l'Allemagne. À la Conférence de Téhéran, en 1943, Staline, Roosevelt et Churchill formèrent une alliance de grandes puissances et décidèrent d'élaborer une diplomatie de coalition et une stratégie conjointe de lutte pour contrer la menace mortelle qui pesait sur tous. Les dirigeants des « trois grands » – URSS, États-Unis et Grande-Bretagne – avaient parfaitement compris qu'en unissant leurs capacités industrielles, leurs ressources et leurs forces militaires, ils auraient un avantage incontestable sur l'adversaire.

L'Union soviétique s'acquitta pleinement de ses obligations envers les Alliés et se montra toujours disposée à fournir de l'aide. Ainsi, l'Armée rouge appuya le débarquement anglo-américain en Normandie en menant une offensive de grande envergure en Biélorussie, l'opération Bagration. En janvier 1945, ayant opéré une percée jusqu'à l'Oder, nos combattants mirent un terme à la dernière puissante

offensive de la *Wehrmacht* dans les Ardennes, sur le front occidental. Puis, trois mois après la victoire sur l'Allemagne, l'URSS, en pleine conformité avec les accords de Yalta, déclara la guerre au Japon et mit en déroute l'Armée du Guandong, forte d'un million d'hommes.

Dès juillet 1941, les dirigeants soviétiques déclarèrent que la guerre contre les oppresseurs fascistes visait non seulement à éliminer la menace qui pesait sur notre pays mais aussi à venir en aide à tous les peuples d'Europe qui souffraient sous le joug fasciste de l'Allemagne. Vers le milieu de l'année 1944, l'ennemi avait été chassé de la quasi-totalité du territoire soviétique. Il fallait toutefois aller l'achever dans son antre même. L'Armée rouge entreprit alors une mission libératrice en Europe, qui permit de sauver de l'anéantissement et de l'asservissement, ainsi que de l'horreur de l'Holocauste, des nations entières. Cette mission coûta la vie de centaines de milliers de soldats soviétiques.

Il importe également de ne pas oublier l'aide matérielle que l'URSS fournit en abondance aux pays libérés pour éliminer la menace de la famine et pour restaurer l'économie et les infrastructures. Cette aide fut dispensée alors même que le territoire qui s'étirait sur des milliers de kilomètres de Brest à Moscou et à la Volga n'était plus qu'un champ de ruines. Ainsi, en mai 1945, le Gouvernement autrichien, qui désespérait de trouver de quoi nourrir sa population durant les sept semaines restantes avant la nouvelle récolte, demanda à l'URSS de l'aider. Karl Renner, Chancelier du Gouvernement provisoire de la République autrichienne, qualifia l'aide alimentaire consentie par les autorités soviétiques d'acte salvateur, que les Autrichiens n'oublieraient jamais.

Les Alliés créèrent conjointement le Tribunal militaire international, appelé à sanctionner les responsables politiques et criminels de guerre nazis. Dans les décisions qu'il rendit, le Tribunal définit clairement sur le plan juridique des crimes contre l'humanité tels que le génocide, le nettoyage ethnique et religieux, l'antisémitisme et la xénophobie. Il prononça également des jugements directs et dépourvus d'ambiguïté visant les complices et collaborateurs de toutes sortes des nazis.

La collaboration, un phénomène honteux, a touché tous les États européens. Des personnages tels que Pétain, Quisling, Vlassov et Bandera, leurs acolytes et leurs adeptes, qui se drapèrent dans la lutte pour l'indépendance nationale ou la délivrance du communisme, ne sont que des traîtres et des bourreaux. En termes d'inhumanité, ils dépassèrent souvent leurs maîtres. Dans leur zèle à servir des groupes de répression spécialisés, ils exécutèrent sans sourciller les missions les plus barbares. Au nombre de leurs sanglants forfaits, on peut citer les exécutions de masse à Babi Yar, les massacres en Volhynie, l'incendie à Khatyn et l'extermination des juifs de Lituanie et de Lettonie.

Aujourd'hui, notre position reste inchangée : les crimes commis par les collaborateurs des nazis ne sauraient être justifiés ni se prescrire. Ainsi peut-on être perplexe face à ce qui se passe dans certains pays, où ceux qui se sont compromis en collaborant avec les nazis sont soudain considérés comme les égaux des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale. Je considère qu'il est inacceptable de mettre à égalité les libérateurs et les occupants. Élever les collaborateurs des nazis au rang de héros, ce ne peut être que trahir la mémoire de nos pères et de nos aïeux, ainsi que les idéaux qui unirent les peuples dans la lutte contre le nazisme.

Les dirigeants de l'URSS, des États-Unis d'Amérique et de la Grande-Bretagne se retrouvèrent face à une tâche, qu'il n'est pas exagéré de qualifier d'historique. Staline, Roosevelt et Churchill représentaient alors des pays qui étaient différents par leur idéologie, leurs aspirations politiques, leurs intérêts et leur culture, mais ils

manifestèrent une très forte volonté politique et surent dépasser leurs contradictions et leurs tensions pour privilégier avant tout les véritables intérêts de la paix. C'est de cette façon qu'ils purent s'entendre et parvenir à une solution qui bénéficia à l'humanité entière.

Les États vainqueurs nous ont légué un système, qui représente la quintessence de la quête intellectuelle et politique poursuivie quelques siècles durant. Les conférences de Téhéran, de Yalta, de San Francisco et de Potsdam ont jeté les bases d'un monde qui, depuis 75 ans, et malgré de très vives oppositions, a vécu sans avoir connu de conflit mondial.

Le révisionnisme, un phénomène qui est observé actuellement en Occident eu égard avant tout à la Seconde Guerre mondiale et à son bilan, est dangereux en ce qu'il propose de manière brute et cynique une compréhension altérée des principes qui sous-tendent le développement pacifique, tels qu'ils furent définis dans le cadre des conférences de Yalta et de San Francisco, en 1945. Le succès historique de Yalta et des autres décisions prises à l'époque tient au fait que les principales puissances se sont entendues pour élaborer un mécanisme destiné à régler par la voie diplomatique les différends qui pourraient surgir entrer elles.

Le XXe siècle vit l'éclatement de vastes conflits mondiaux, puis en 1945, l'arme nucléaire apparut avec son potentiel d'anéantissement de la planète. En d'autres termes, le règlement des différends par le recours à la force devint d'une dangerosité inouïe, ce que comprirent les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, en même temps qu'ils prirent conscience de la responsabilité qui leur incombait à l'égard de l'humanité.

En 1945, des enseignements furent tirés de l'expérience malheureuse que constitua la Société des Nations. La structure du Conseil de sécurité fut conçue de sorte à garantir la paix de la manière la plus concrète et efficace possible. C'est ce qui motiva l'instauration de membres permanents et du droit de veto qui leur est conféré à titre de privilège et de responsabilité.

Qu'est-ce que le droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU ? Pour le dire franchement, c'est l'unique solution de rechange raisonnable à un conflit direct entre de grandes puissances. Il s'agit d'une déclaration qui permet à l'un des cinq membres permanents de faire savoir que telle ou telle décision du Conseil est inacceptable à ses yeux et qu'elle est contraire à ses intérêts et à la démarche qu'il juge appropriée. Les autres pays, même s'ils désapprouvent cette position, l'acceptent de fait et renoncent à mettre à exécution de manière unilatérale leurs ambitions. D'une manière ou d'une autre, la recherche du compromis est inévitable.

Une nouvelle opposition frontale d'envergure mondiale, qui a donné lieu, parfois, à d'âpres luttes, s'est faite jour presque immédiatement après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le fait que la guerre froide n'ait pas débouché sur une troisième guerre mondiale suffit à convaincre de l'efficacité des accords conclus par les « trois grands ». Les règles de conduite fixées lors de la création de l'Organisation des Nations Unies ont permis, par la suite, de réduire les risques au minimum et de maintenir l'affrontement sous contrôle.

Bien sûr, nous constatons que le fonctionnement du système des Nations Unies ne va pas aujourd'hui sans tensions et n'est pas aussi efficace qu'il pourrait l'être. Il n'en reste pas moins que l'Organisation continue de remplir la principale fonction qui est la sienne. Les principes présidant à l'activité du Conseil de sécurité de l'ONU constituent un mécanisme unique de prévention d'une guerre majeure ou d'un conflit mondial.

Les appels relativement fréquents lancés ces dernières années pour supprimer le droit de veto et ôter aux membres permanents certaines de leurs prérogatives sont tout simplement irresponsables. Si de telles demandes aboutissaient, l'Organisation des Nations Unies deviendrait essentiellement une deuxième Société des Nations, à savoir une assemblée débattant de manière vaine et dépourvue de levier d'action sur les événements mondiaux ; nous savons d'ores et déjà comment tout ça se terminerait. C'est précisément pour ne pas répéter les erreurs passées que les pays vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale abordèrent avec le plus grand sérieux la question de la création du nouvel ordre mondial.

La mise en place du dispositif contemporain des relations internationales est l'une des réalisations majeures issues de la Seconde Guerre mondiale. Même les oppositions les plus irréductibles, qu'elles soient de nature géopolitique, idéologique ou économique, n'empêchent jamais de trouver des moyens de coexister pacifiquement et de coopérer, si tels sont le désir et la volonté des parties. Aujourd'hui, nous vivons une période troublée. Tout se transforme, du dispositif mondial de forces et d'influences jusqu'aux fondements sociaux, économiques et technologiques de la vie de communautés humaines, d'États et de continents entiers. Dans le passé, les évolutions à une telle échelle s'accompagnaient de conflits armés majeurs et d'une lutte des pouvoirs pour l'édification d'un nouvel ordre mondial. Grâce à leur sagesse et à leur vue à long terme, les acteurs politiques des puissances alliées parvinrent à créer un système qui a permis de tenir à l'écart les manifestations les plus extrêmes de cette compétition objective, historiquement inhérente au développement du monde.

Il est du devoir de tous les responsable politiques, avant tout de ceux qui représentent les puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale, de garantir la préservation et l'amélioration de ce système. Aujourd'hui, tout comme ce fut le cas en 1945, il faut faire preuve de volonté politique et débattre ensemble de l'avenir. Nos homologues, Messieurs Xi Jinping, Macron, Trump et Johnson, ont approuvé l'initiative de la Russie tendant à l'organisation d'une rencontre des dirigeants des cinq États dotés d'armes nucléaires, que sont les membres permanents du Conseil de sécurité. Nous leur en sommes reconnaissants et souhaiterions que cette rencontre en face à face puisse se dérouler dès que possible.

Quel est l'ordre du jour que nous envisageons pour ce futur sommet ? Il serait tout d'abord utile, à notre avis, d'examiner comment élaborer des principes collectifs applicables à la gestion des phénomènes mondiaux et débattre ouvertement des questions relatives au maintien de la paix, au renforcement de la sécurité mondiale et régionale, au contrôle des armes stratégiques et à l'action commune de lutte contre le terrorisme, l'extrémisme et les autres menaces et défis du monde contemporain.

Un point spécifique de l'ordre du jour de cette rencontre concerne la situation économique mondiale, en priorité la réponse à apporter à la crise provoquée par la pandémie de la maladie à coronavirus. Nos pays prennent des mesures sans précédent pour protéger la santé et la vie des gens et venir en aide aux personnes qui rencontrent des difficultés dans leur quotidien. La gravité des conséquences de la pandémie et la rapidité avec laquelle nous sortirons l'économie mondiale de la récession dépendent de notre capacité de déployer des efforts communs et concertés. En outre, il n'est pas question de faire de l'économie un instrument de pression ni d'affrontement. Au nombre des thèmes incontournables figurent la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques, ainsi que la sécurité de la sphère mondiale de l'information.

L'ordre du jour que propose la Russie pour le prochain sommet des « Cinq » revêt une importance et une actualité extrêmes, aussi bien pour nos pays que pour

l'ensemble du monde. Nous serons à même d'avancer des idées et des initiatives concrètes pour chacun de ses points.

Il ne fait aucun doute que ce sommet réunissant la Russie, la Chine, la France, les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne jouera un rôle majeur dans la recherche de réponses communes aux défis et aux menaces du monde contemporain, et mettra en évidence la détermination de tous à préserver l'esprit d'alliance, les nobles idéaux et les hautes valeurs pour lesquels nos pères et nos aïeux ont combattu côte à côte.

Forts d'une mémoire historique commune, nous pouvons et devons nous faire confiance. Nous disposerons ainsi d'une base solide sur laquelle nous appuyer pour mener à bien nos négociations et décider d'un commun accord de mesures appelées à renforcer la stabilité et la sécurité de la planète et à assurer la prospérité et le bien-être dans tous les États. Il n'est pas exagéré de dire qu'il s'agit là de notre devoir commun et de notre responsabilité à l'égard du monde entier et des générations actuelles et futures.